

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX****RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

État

Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation

Direction Interdépartementale des Routes Nord

***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, en date du 28 mars 2024

***Objet de la consultation***

Réfection de couches de chaussée pour des opérations de surface supérieure à 20 000 m<sup>2</sup> dans le département du Nord sur le district de Lille

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 27 mars 2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du RMO)

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

### Table des matières

|   |   |
|---|---|
| ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION.....   | 4 |
| ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....  | 4 |
| 2.1 Définition de la procédure.....   | 4 |
| 2.2 Décomposition en tranches et en lots.....                                       | 4 |
| 2.3 Nature de l'attributaire.....   | 4 |
| 2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....      | 5 |
| 2.5 Variantes.....  | 5 |
| 2.6 Prestations supplémentaires éventuelles.....                                    | 5 |
| 2.7 Exigences minimales de la négociation.....                                      | 5 |
| 2.8 Délai d'exécution des travaux.....  | 5 |
| 2.9 Modifications de détail au dossier de consultation.....                         | 5 |
| 2.10 Délai de validité des offres.....  | 6 |
| 2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....             | 6 |
| 2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....                      | 6 |
| 2.13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)..... | 6 |
| 2.14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....               | 6 |
| 2.15 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....               | 6 |
| 2.16 Clauses sociales et environnementales.....                                     | 7 |
| ARTICLE 3 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....                                       | 8 |
| 3.1 Solution de base.....   | 8 |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>3.2 Variantes.....</b>   | <b>13</b> |
| <b>ARTICLE 4 SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>          | <b>13</b> |
| <b>4.1 Sélection des candidatures.....</b>  | <b>13</b> |
| <b>4.2 Jugement et classement des offres.....</b>   | <b>13</b> |
| <b>ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>                              | <b>20</b> |
| <b>5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....</b> | <b>20</b> |
| 5.2 Signature électronique.....   | 21        |
| <b>5.3 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....</b>   | <b>22</b> |
| <b>ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>  | <b>25</b> |

#### **INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales et sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne la réfection de couches de chaussée pour des opérations de surface supérieure à 20 000 m<sup>2</sup> sur le réseau routier national géré par la DIR Nord dans le département du Nord sur le secteur du district de Lille.

Les prestations, objets de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations sont les suivants : le réseau routier national non-concédé géré par la Direction Interdépartementale des routes Nord dans le département du Nord sur les communes de Lezennes Lezennes, Villeneuve d'Ascq, Marcq-en-Baroeul, Mons-en-Baroeul, Lille, Loos, Haubourdin, Sequedin, Englos, Ennetières-en-Weppes, La Chapelle-d'Armentières, Erquinghem-Lys, Nieppe, Hallennes-lez-Haubourdin, Santes, Wavrin, Fournes-en-Weppes, Wicres, Herlies et Illies.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP).

## ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

### 2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

### 2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2.5 Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2.6 Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2.7 Exigences minimales de la négociation**

La procédure d'appel d'offre ouvert sur laquelle est passée la présente consultation n'ouvre pas droit à négociation.

## **2.8 Délai d'exécution des travaux**

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

## **2.9 Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.10 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2.12 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2.13 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

**A.** Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est joint au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

**B.** Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Les chantiers objet des bons de commandes sont soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

**C.** Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

## **2.14 Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Aucune stipulation particulière.

## **2.15 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2.16 Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 12.2 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Mission Emploi désignée ci-dessous se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

**MELT Mission Emploi Lys-Tourcoing**  
**200 rue de Roubaix, 59200 Tourcoing**  
**Contact : Hugo VANDAMME**  
**06 33 33 22 40 – [hvandamme@lamelt.fr](mailto:hvandamme@lamelt.fr)**

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- La gestion des déchets notamment le réemploi des agrégats de chaussées
- L'utilisation de matériaux sobres en ressources fossiles et en énergie en BAU
- La qualité environnementale des matériaux et l'incitation à l'utilisation d'enrobés à température abaissée
- La dématérialisation des livrables.

Le ou les titulaires devront établir un SOSED.

## ARTICLE 3 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

**L'acte d'engagement sera renseigné et daté par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).**

**L'acte d'engagement ne devra pas être signé lors du dépôt de l'offre, le candidat susceptible d'être retenu y sera invité ultérieurement.**

### 3.1 Solution de base

#### 3.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

##### Pièces administratives :

- A0.1 : Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)
- A0.2 : Règlement de Consultation (RC)
- A.1 : Acte d'Engagement (AE)
- A.2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
  - A.2.1 : Annexe au CCAP : Notice d'Exploitation Sous Chantier (NESC) et ses annexes (Dossiers d'Exploitation Sous Chantier d'opérations pouvant être programmées dans le cadre du chantier) :
    - A.2.1.1 : DESC Etudes – RN41
    - A.2.1.2 : DESC Etudes – A25 PR 9 à 20
    - A.2.1.3 : DESC Etudes – RN227
    - A.2.1.4 : DESC Etudes – A25 PR 0 à 9

##### Pièces techniques :

- A.3 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Annexes au CCTP :
  - A.3.1 : Notice de Respect de l'Environnement (NRE)
  - A.3.2 : Dossier de pièce graphique



- A.3.3 : Note technique relative à l'uni longitudinal des couches de roulement neuves du domaine routier
- A.4. : État des Prix Forfaitaires et Bordereau des Prix Unitaires (EPF-BPU)
- A.5. : Détail Estimatif Indicatif (DEI)
  - A.5.1. : Détail Estimatif Indicatif – Amianté
  - A.5.2. : Détail Estimatif Indicatif – Non-amianté
  - A.5.3. : Détail Estimatif Indicatif – TOTAL
- A.6. : Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)

Pièce graphique :

- A.3.2.1 : Vue en plan des travaux de chaussée et profils en travers types
- Pièces pour information :
- B.1 : Cadre des sous-détails de prix unitaires et des décompositions des prix forfaitaires
- B.2 : Cadre de plan de retrait amiante
- B.3 : Catalogues des échangeurs
  - B.3.1 : Catalogue des échangeurs de l'A25
  - B.3.2 : Catalogue des échangeurs de la RN41
  - B.3.3 : Catalogue des échangeurs de la RN227
  - B.3.4 : Catalogue des échangeurs de la RN356
- B.4 : Arrêté de circulation permanent – Département du Nord.

### **3.1.2 Composition du dossier à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

**Sous dossier « Candidatures » :**

Chaque candidat doit produire un dossier de candidature comprenant les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché. L'utilisation en ligne du DUME (Document Unique de Marché Européen) est possible pour les conditions économiques et juridiques mais le candidat peut également répondre en candidature classique.

Le DUME est appelé à se substituer aux formulaires de type DC1 (lettre de candidature - désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement,...).

Le DUME permet ainsi aux candidats de :

- déclarer sur l'honneur qu'ils peuvent candidater à un marché public ;
- d'indiquer qu'ils n'entrent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner ;

- d'indiquer qu'ils remplissent les critères de sélection de candidatures au marché.

Ce document est à renseigner sur la plateforme des achats de l'état, sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Le DUME ne dispense cependant pas le candidat de fournir les différentes pièces du dossier de candidature.

Ainsi même si le candidat utilise le DUME, il devra fournir les justificatifs permettant de vérifier qu'il dispose des niveaux spécifiques minimaux exigés pour ce marché et précisés dans l'avis de marché, notamment les références professionnelles et capacités techniques suivantes :

- IP 3124 ou IP 3224 : Revêtement en matériaux en enrobés recyclés
- IP 3711 : Mise en œuvre de marquage routier pour signalisation horizontale sur route à chaussées séparées.

Le candidat devra également fournir les documents permettant de justifier de sa capacité économique et financière, répondant au niveau suivant :

- Un chiffre d'affaires dont la moyenne sur les trois dernières années d'exercice est supérieure à dix (10) millions d'euros.

Pour justifier de ses capacités le candidat peut faire appel à des co-traitants ou sous-traitants, il devra alors produire un engagement écrit de ceux-ci. L'attention des candidats est attirée sur le fait que certaines prestations essentielles devront être effectuées directement par le titulaire.

### **Sous-dossier « Offre » :**

**Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :**

#### **Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter et dater conformément à l'article 5-2 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- L'État des Prix Forfaitaires et Bordereau des Prix Unitaires (EPF-BPU) : cadre ci-joint à compléter sans modification.

#### **Les documents explicatifs servant au jugement des offres :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le Détail Estimatif Indicatif - Amianté (DEI\_A) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

- Le Détail Estimatif Indicatif – Non amianté (DEI\_Na) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Le Détail Estimatif Indicatif – TOTAL (DEI\_tot) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de DEI.

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) à élaborer selon les prescriptions du CCAP servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ), comprenant notamment :
  - Une note organisationnelle précisant les dispositions et procédures qui seront mises en œuvre pour la réalisation du fraisage sélectif des couches de chaussée ;
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOGED). Cette notice comprendra :
  - Une analyse préalable du contexte environnemental et des contraintes à prendre en compte, en conformité avec les exigences définies par le maître d'Ouvrage ;
  - L'organisation mise en place, avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application du PRE ;
  - Les dispositifs prévus pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux ;
  - La capacité de l'entreprise à maximiser l'économie circulaire et la réutilisation de tout type de fraisats ;
  - La capacité de l'entreprise à proposer l'ensemble une gamme d'enrobés bitumineux à température abaissée (tièdes, semi-tièdes,...) pour des trafics  $\geq T0$  ;
  - Les éventuelles propositions pour le réemploi de matériaux extérieurs au chantier ;
  - La nature et la situation des travaux et/ou des tâches d'exécution concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et risques potentiels au regard de l'environnement en lien avec ces tâches ;
  - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
  - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
  - Les moyens de contrôle du respect de l'environnement, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- La décomposition des prix forfaitaires suivants :
  - Prix généraux : 101, 102, 103 et 104 ;

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Le sous-détail des prix unitaires suivants :
  - Prix Travaux préparatoires : 202A et 203A ;
  - Prix Assainissement et travaux connexes : 301A et 303 ;
  - Prix Chaussées : tous les prix de la série 400, faisant apparaître de façon distincte les prestations de fraisage, d'accrochage et d'application des enrobés ;
  - Prix Signalisation Horizontale : 501B, 502A, 502B, 504, 505C et 507 ;
  - Prix Signalisation temporaire de chantier : 601, 602C, 605A, 606A, 606B, 606D, 606G, 606I, 606J et 607 ;
  - Prix Plus-Values nuit et week-end : 701C, 701F, 701G, 702C, 703C et 704C.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- Les déboursés ou frais directs ;
- Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

**Pour les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails de prix unitaires, le non-respect de ces consignes entraînera une pénalisation au niveau du jugement de l'offre (Sous-critère SC<sub>3</sub> de la valeur technique). En ce sens, la seule mention « travaux sous-traités » ne sera pas acceptée.**

Le candidat retenu sera invité à remettre l'ensemble des sous-détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires dans les conditions de l'article 3.2.4.1 du CCAP.

### **3.1.3 Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes**

Sans objet.

### **3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1<sup>o</sup> de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-2 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Le candidat susceptible d'être retenu sera invité à signer son offre électroniquement selon les modalités indiquées au 5-2 du présent règlement.

### **3.2 Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4 SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les candidatures avant d'examiner les offres.

### **4.1 Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci. En cas de candidatures restant incomplètes, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

Il n'y a pas de limitation au nombre de candidats admis à remettre une offre. Les candidats répondant aux exigences minimales relatives aux capacités professionnelles et financières seront invités à soumissionner et à déposer une offre initiale.

### **4.2 Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

#### 4.2.1 Critères d'attribution

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

| Critère d'attribution  | Pondération |
|--|-------------|
| Le critère « prix des prestations » apprécié au vu des montants TTC des détails estimatifs Amianté et Non amianté, fournis à titre indicatif (DEI) et valorisés par le candidat, documents non contractuels destinés au jugement de l'offre. | 60,00 %     |
| Le critère « valeur technique des prestations » apprécié au vu du contenu des éléments techniques demandés à l'article 3-1.2 du présent Règlement de la Consultation et suivant les sous-critères ci-après.                                  | 25,00 %     |
| Le critère « valeur environnementale de l'offre » apprécié au vu du contenu des éléments justificatifs environnementaux demandés à l'article 3-1.2 du présent Règlement de la Consultation et suivant les sous-critères ci-après.            | 5,00 %      |
| Le critère « équilibre financier des prestations » apprécié au vu du montant HT des travaux de chaussées par rapport au montant HT du détail estimatif « Non amianté » fourni à titre indicatif (DEI_Na).                                    | 10,00 %     |

**Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif indicatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif indicatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## 4.2.2 Méthode d'analyse et de notation des offres

### 1. Notation du critère « Prix des prestations »

Le critère prix sera apprécié au vu du montant en euros TTC, des détails estimatifs indicatifs (DEI), de l'offre considérée, selon les sous-critères définis ci-après.

Sous-critère Sc<sub>a</sub> :

En considérant une surface de 33 000 m<sup>2</sup> de surface « Amiantée », une note P<sub>Amianté</sub> sera attribuée à chaque candidat comme suit :

$$P_{\text{Amianté}} = \text{montant du DEI TTC « Amianté »} / 33\,000$$

En considérant une surface de 113 000 m<sup>2</sup> de surface « Non amiantée », une note P<sub>Non amianté</sub> sera attribuée à chaque candidat comme suit :

$$P_{\text{Non amianté}} = \text{montant du DEI TTC « Non amianté »} / 113\,000$$

Pour chaque candidat, le ratio R est calculé comme suit :

$$R = P_{\text{Amianté}} / P_{\text{Non amianté}}$$

Une note N<sub>poids</sub> relative à l'équilibre financier entre les travaux effectués sous amiante, des travaux effectués sans amiante, est alors attribuée selon le barème suivant :

- Si R est compris entre 1,9 et 2,1, alors la note N<sub>poids</sub> est égale à 10 ;
- Si R est strictement inférieur à 1,9 et supérieur à 1,8, ou strictement supérieur à 2,1 et inférieur à 2,2, alors la note N<sub>poids</sub> est égale à 7,5 ;
- Si R est strictement inférieur à 1,8 et supérieur à 1,7, ou strictement supérieur à 2,2 et inférieur à 2,3, alors la note N<sub>poids</sub> est égale à 5 ;
- Si R est strictement inférieur à 1,7 et supérieur à 1,6, ou strictement supérieur à 2,3 et inférieur à 2,4, alors la note N<sub>poids</sub> est égale à 2,5 ;
- Si R est strictement inférieur à 1,6 ou strictement supérieur à 2,4, alors la note N<sub>poids</sub> est égale à 0.

La note attribuée pour le sous-critère Sc<sub>a</sub> est alors calculée comme suit :

$$\text{Sc}_a \text{ du candidat} = 20 \times N_{\text{poids}} \text{ du candidat (entre 0 et 10)} / \text{Meilleure } N_{\text{poids}} \text{ obtenue (entre 0 et 10)}$$

Sous-critère Sc<sub>b</sub> :

Le sous-critère Sc<sub>b</sub> est calculé comme suit :

$$\text{Sc}_b \text{ du candidat} = 20 \times \text{DEI}_{\text{tot}} \text{ du candidat le moins disant} / \text{DEI}_{\text{tot}} \text{ du candidat}$$

La note obtenue, pour chaque candidat, pour le critère « prix des prestations » est alors calculée comme suit :

$$\text{Note}_{\text{prix}} = 0,5 * \text{Sc}_a + 0,5 * \text{Sc}_b$$

## 2. Notation du critère « Valeur technique des prestations »

Le principe consiste à attribuer une note sur 20 d'après les éléments fournis par le candidat dans son mémoire justificatif et explicatif.

La valeur technique des prestations, sera appréciée, selon les 3 sous-critères ci-après :

- Note SC<sub>1</sub> (40 %) : Qualité et précision du SOPAQ,
- Note SC<sub>2</sub> (20 %) : Qualité et précision de la procédure de fraisage sélectif des matériaux bitumineux,
- Note SC<sub>3</sub> (40%) : Précision et complétude des sous-détails de prix.

Les trois sous-critères SC<sub>1</sub>, SC<sub>2</sub> et SC<sub>3</sub> seront notés sur 5 points chacun selon le système de notation suivant :

| Valeur de la proposition |   | Notation |
|--------------------------|---|----------|
| Complète                 | Réponse complète sans aucune observation ou réserve   | 5        |
| Très élevée              | Réponse très satisfaisante comportant quelques imprécisions   | 4        |
| Élevée                   | Réponse satisfaisante comportant quelques réserves mineures ou une réserve majeure qui devra être levée en période de préparation | 3        |
| Correcte                 | Réponse acceptable mais comportant certaines réserves majeures qui devront être levées en période de préparation                  | 2        |
| Insuffisante             | Réponse présentant beaucoup d'imprécisions et de réserves mineures et majeures  | 1        |
| Très insuffisante        | Pas de réponse apportée ou réponse hors sujet (non adaptée au marché)   | 0        |

Les coefficients de pondération attachés aux sous-critères évalués sont ensuite appliqués, pour obtenir une note technique comprise entre 0 et 5 :

$$\text{Note}_{\text{critère technique}} = \text{Note}_{\text{SC1}} \times 0,40 + \text{Note}_{\text{SC2}} \times 0,20 + \text{Note}_{\text{SC3}} \times 0,40$$

La note sur 20 du critère « valeur technique » des prestations de chaque candidat sera calculée par la formule suivante :



$$\text{Note}_{\text{technique}} \text{ du candidat} = 20 \times \frac{\text{Note}_{\text{critère technique}} \text{ du candidat (entre 0 et 5)}}{\text{meilleure Note}_{\text{critère technique}} \text{ obtenue (entre 0 et 5)}}$$

### 3. Notation du critère « Valeur environnementale de l'offre »

Le principe consiste à attribuer une note sur 20 d'après les éléments fournis par le candidat dans son mémoire justificatif et explicatif.

La valeur environnementale de l'offre sera appréciée selon les éléments ci-après :

- La qualité de l'organisation de l'entreprise en vue d'assurer l'effectivité, le contrôle et le rendu de la mise en place de son PRE,
- La qualité du SOGED et précision des procédures de suivi des déchets,
- La qualité des propositions à l'initiative de l'entreprise remises à l'offre, notamment concernant la décarbonation des activités,
- La capacité de l'entreprise à maximaliser l'économie circulaire et proposer le réemploi de tout type de fraisats dans les travaux objets du présent marché,
- La capacité de l'entreprise à proposer l'ensemble de la gamme des enrobés bitumineux à température abaissée.

| Valeur de la proposition |   | Notation |
|--------------------------|---|----------|
| Complète                 | Réponse complète sans aucune observation ou réserve   | 5        |
| Très élevée              | Réponse très satisfaisante comportant quelques imprécisions   | 4        |
| Élevée                   | Réponse satisfaisante comportant quelques réserves mineures ou une réserve majeure qui devra être levée en période de préparation | 3        |
| Correcte                 | Réponse acceptable mais comportant certaines réserves majeures qui devront être levées en période de préparation                  | 2        |
| Insuffisante             | Réponse présentant beaucoup d'imprécisions et de réserves mineures et majeures  | 1        |
| Très insuffisante        | Pas de réponse apportée ou réponse hors sujet (non adaptée au marché)   | 0        |

La note sur 20 du critère « valeur environnementale de l'offre » de chaque candidat sera calculée par la formule suivante :

$$\text{Note}_{\text{enviro}} \text{ du candidat} = 20 \times \frac{\text{Note}_{\text{critère enviro}} \text{ du candidat (entre 0 et 5)}}{\text{meilleure Note}_{\text{critère enviro}} \text{ obtenue (entre 0 et 5)}}$$

#### 4. Notation du critère « équilibre financier des prestations »

Le critère « équilibre financier des prestations », sera apprécié sur la base de deux sous-critères SC<sub>a</sub> et SC<sub>b</sub> de la façon suivante.

L'analyse portera sur le montant total de l'offre du détail estimatif indicatif – TOTAL (DEI<sub>tot</sub>).

La note SC<sub>a</sub> relative au poids de la série des prix 100 « Prix généraux » du montant total de l'offre est attribuée selon le barème suivant :

- Si la somme des montants des prix de la série n° 100 « Prix généraux » est supérieure ou égale à 6 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>a</sub> est égale à 0 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 100 « Prix généraux » est supérieure ou égale à 5 % et inférieure à 6 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>a</sub> est égale à 2,5 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 100 « Prix généraux » est supérieure ou égale à 4 % et inférieure à 5 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>a</sub> est égale à 5 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 100 « Prix généraux » est supérieure ou égale à 3 % et inférieure à 4 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>a</sub> est égale à 7,5 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 100 « Prix généraux » est inférieure à 3 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>a</sub> est égale à 10.

La note SC<sub>b</sub> relative au poids de la série des prix 700 « Plus-values nuit et week-end » du montant total de l'offre est attribuée selon le barème suivant :

- Si la somme des montants des prix de la série n° 700 « Plus-values nuit et week-end » est supérieure ou égale à 10 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>b</sub> est égale à 0 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 700 « Plus-values nuit et week-end » est supérieure ou égale à 9 % et inférieure à 10 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>b</sub> est égale à 2,5 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 700 « Plus-values nuits et week-end » est supérieure ou égale à 8 % et inférieure à 9 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>b</sub> est égale à 5 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 700 « Plus-values nuit et week-end » est supérieure ou égale à 7 % et inférieure à 8 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>b</sub> est égale à 7,5 ;
- Si la somme des montants des prix de la série n° 700 « Plus-values nuit et week-end » est inférieure à 7 % du montant global de l'offre considérée, la Note SC<sub>b</sub> est égale à 10.

Une note N<sub>équilibre</sub> est alors définie comme suit :

|  |
|--|
| $N_{\text{équilibre}} = \text{Note SC}_a + \text{Note SC}_b$ |
|--|

La note finale « Équilibre financier » est alors calculée comme suit :

$$\text{Note}_{\text{Équilibre financier}} \text{ du candidat} = 20 \times \text{N}_{\text{équilibre}} \text{ du candidat (entre 0 et 20)} / \text{Meilleure N}_{\text{équilibre}} \text{ obtenue (entre 0 et 20)}$$

## 5. Formule de calcul de la note finale

La note finale sera constituée de la somme des notes obtenues par chaque critère, pondérées par le coefficient de pondération correspondant. Elle sera exprimée numériquement, avec un maximum de 20 points.

## ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique** via la plate-forme de dématérialisation PLACE <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur feront l'objet du traitement prévu à l'arrêté du 22 mars 2019.

### **5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## 5.2 Signature électronique

Les documents du marché listés à l'article 3 du présent règlement de consultation pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

1) au certificat de signature du signataire

2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature<sup>1</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

### 5.2.1 Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

#### **2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

#### Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

1) la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

---

<sup>1</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

2) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

## 5.2.2 Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**1<sup>er</sup> cas :** Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**2<sup>ème</sup> cas :** Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES.
2. Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

### **RAPPEL GÉNÉRAL**

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

## 5.3 Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

### 5.3.1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Nord  
Secrétariat Général / Cellule AMG / Pôle Achats  
44 ter rue Jean Bart  
CS 20275  
59019 LILLE CEDEX

**Copie de sauvegarde**

Offre pour : Réfection de couches de chaussée pour des opérations de surface supérieure à 20 000 m<sup>2</sup> dans le département du Nord sur le district de Lille.

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

**(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.**

Pour la remise de copie de sauvegarde électronique, elle devra être transmise à l'adresse mail suivante : [pole-achats.amg.sg.dirn@developpementdurable.gouv.fr](mailto:pole-achats.amg.sg.dirn@developpementdurable.gouv.fr)

L'objet du mail sera le suivant :

*« Copie de sauvegarde pour : Réfection de couches de chaussée pour des opérations de surface supérieure à 20 000 m<sup>2</sup> dans le département du Nord sur le district de Lille »*

La copie de sauvegarde devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5.3.2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-3-1, lorsque :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique,
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.



## ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée dans l'AAPC.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.